gnaient, naturellement, pour cette charge pleine de responsabilités.

L'invariable courtoisie, l'exquise urbanité, l'inlassable patience dont vous avez toujours fait preuve dans la direction de nos délibérations, l'habileté et la sûreté de jugement apportées dans l'administration des affaires du Collège, vous ont conquis le respect et l'estime de vos anciens collègues, qui saisissent l'occasion de leur réunion semi-annuelle, pour vous renouveler l'expression de leurs sentiments de gratitude pour les services rendus à la profession médicale pendant les neuf années consécutives que vous avez présidé à ses destinées.

Le changement dans le mode d'élection des Gouverneurs du Bureau restera, sans conteste, l'acte le plus important de votre administration. Ses résultats ont dépassé, jusqu'à un certain point, les prévisions les plus optimistes, car la création des districts électoraux a facilité l'éclosion de ces sociétés médicales qui ont développé un esprit de corps, d'union, de solidarité jusqu'ici inconnu aux médecins de langue française de l'Amérique du Nord, dont la force et la vitalité vont s'affirmant avec chaque Congrès.

Vous auriez voulu faire plus pour la profession, vous rêviez de réformes plus radicales dans nos lois et règlements, vous désiriez rien moins que la conquête de notre complète autonomie professionnelle. Des décisions judiciaires et des actes législatifs regrettables ont anéanti, pour le moment, nos plus chères espérances. Il faut vous rendre ce témoignage que vous avez toujours défendu nos droits avec un courage, une vigueur et une ténacité dignes de succès. Heureusement le travail accompli n'est pas perdu, vos successeurs sauront y trouver des inspirations pour mener à bonne fin l'œuvre inachevée.

Les semences, lentes à lever, sont souvent celles qui donnent les plus beaux fruits.

Depuis notre dernière réunion, vous avez été nommé Doyen de la Faculté de Médecine de Laval à Montréal : nous avons été très heureux de l'apprendre et nous sommes plus heureux encore de vous féliciter. Cette position éminente, digne couronnement d'une longue et brillante carrière professionnelle vous ouvre un domaine où vous pourrez exercer votre inépuisable activité et votre esprit d'initiative. Sous votre énergique impulsion, nous en sommes certains d'avance, la Faculté prendra un large essor vers le progrès, en dépit des difficultés à surmonter pour perfectionner une institution nouvelle dans un pays nouveau.

Vos anciens collègues seront fiers d'applaudir à vos succès dans l'avenir, car la gloire qui en rejaillira sur l'Université-Laval elle saura la partager avec le distingué Doyen de sa Faculté de Médecine.

Réponse du docteur E.-P. Lachapelle

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, MESSIEURS,

La sympathie et l'approbation que vous me manifestez dans cette adresse, où vous faites allusion à nos communs efforts, me touchent infiniment.

Cette démonstration amicale venant de vous, mes collègues et mes collaborateurs d'hier, n'était pas nécessaire pour me révéler l'entière communion d'idées qui existe entre nous. Ne m'en aviez-vous pas donné la preuve à trois reprises différentes, en m'élisant à la présidence du Collège, pendant neuf ans, c'est-à-dire pendant tout le temps que j'ai eu l'honneur de représenté ma Faculté parmi vous ? Je ne pouvais pas espérer une approbation plus entière de mes efforts, que vous avez toujours secondés, et c'est pour moi une récompense suffisante. Votre manifestation ajoutera donc un bon souvenir à la reconnaissance que déjà je vous gardais. Je sais très bien aussi que le peu que j'ai fait pour le Collège, c'est votre collaboration qui l'a rendu possible, de même qu'il m'aurait été impossible de fonder les œuvres auxquelles vous faites allusion si je n'avais trouvé autour de moi, des collaborateurs zélés et désintéressés.

J'ai toujours eu, je l'avoue, la préoccupation des intérêts professionnels. Dès mes premières années d'exercice de la médecine, je m'étais très clairement rendu compte que la profession médicale, ne pouvait jamais, dans la Province de Québec, tenir le rang qui lui convient parmi les professions libérales, si l'on ne modifiait et perfectionnait ses lois organiques ainsi que l'enseignement universitaire. C'est de cette double préoccupation que sont nés, d'un côté, la loi médicale de 1876, le projet de loi (malheureusement rejeté) de 1888, la loi plus récente de 1900, et, d'un autre côté, l'établissement de l'Université Laval à Montréal, la fondation de l'hôpital Notre-Dame, et, plus indirectement la création du Conseil d'Hygiène de la Province. Permettez-moi de vous rappeler brièvement quel fut le but de ces importantes mesures, que j'ai la fierté aujourd'hui d'avoir inspirées et défendues alors, et dont vous voulez bien m'attribuer en partie le mérite.

La loi de 1876 avait pour but de rendre accessible à tous les médecins, l'inscription au registre des membres du collège, et de leur confier par conséquent la gestion de leurs affaires. La vieille loi 1847 était à cet égard trop exclusive ; elle ne permettait l'inscription qu'après quatre années d'exercice et moyennant contribution spéciale de dix piastres, ce qui empêchait beaucoup de médecins de s'inscrire et, virtuellement, fermait les portes du Collège au plus grand nombre. Par la nouvelle loi, tout médecin licencié devient